

16 Etranger

France/Au lendemain de son succès historique aux régionales L'extrême droite s'ancre dans le pays et vise plus haut

AFP

Paris/France

La présidence de la République est désormais l'objectif de la dirigeante du Front national, Marine Le Pen.

Au lendemain de son succès historique dimanche au premier tour d'élections régionales, l'extrême droite française veut se poser en force d'alternance avec un objectif : user de sa vigueur sans précédent comme tremplin pour la présidentielle de 2017.

"Le peuple français en a assez : d'élection en élection, il confirme sa confiance au Front national (...). Moi je crois que les Français ont envie d'essayer le Front national", a déclaré hier Marine Le Pen, la présidente du parti.

"Le Front national incarne l'alternative", a renchéri Marion Maréchal-Le Pen, nièce de Marine et étoile montante du parti, voyant dans le séisme de la veille "la fin d'un vieux monde politique".

A l'unisson, la presse française dresse un constat proche. "L'enjeu se résume à une question : qui sera capable d'arrêter Marine Le Pen ?", s'interroge l'influent journal Le Monde (centre-gauche).

"Le FN aux portes du pouvoir", titre le quotidien populaire Le Parisien. "Impensable jusqu'ici, l'idée d'une prise de pouvoir prend corps pour ce parti



Photo : AFP

Placée sur orbite par le succès historique aux régionales, la dirigeante du Front national Marine Le Pen peut se projeter vers la présidence.

qui gagne cinq points à chaque élection", estime Libération (gauche).

"Le Front national s'installe avec fracas au cœur de notre paysage politique. Pour la gauche comme pour la droite, c'est un échec cinglant", résume le quotidien conservateur Le Figaro.

Les élections régionales, dont le second tour aura lieu dimanche, sont l'ultime scrutin en France avant la présidentielle en 2017, pour laquelle Marine Le Pen pointe depuis un an en tête des intentions de vote au premier tour.

Dans un pays encore traumatisé par les attentats de Paris, le FN a enregistré au premier round des régionales un nouveau score record de près de 28%, devant Les Républicains (LR), principale formation de l'opposition de droite, et ses alliés centristes (27%). Le Parti socialiste (PS) du président François Hol-

lande est relégué à la troisième place (23,5%).

Le FN pointe en tête dans six régions sur 13, dont trois régions clés : dans le nord (Nord-Pas-de-Calais-Picardie) avec Marine Le Pen, le sud-est (Provence-Alpes-Côte d'Azur) avec Marion Maréchal-Le Pen, et dans l'est (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine), avec Florian Philippot, le stratège du parti.

Marine Le Pen et Marion Maréchal-Le Pen ont toutes deux décroché plus de 40% des voix dans leurs régions respectives.

PROGRESSION INEXORABLE • Partie de 11,4% aux régionales de 2010, la formation d'extrême droite a inexorablement progressé à chaque scrutin local, national ou européen depuis cinq ans.

Il recrute désormais dans toutes les classes de la société, s'appuyant sur un



Photo : AFP

Grand perdant du scrutin, le Parti socialiste (ici, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, à gauche) va tenter, avec l'aide de ses alliés écologistes et communistes, de sauver la région Ile-de-France qu'il administre depuis 18 ans.

discours europhobe et anti-immigrés et un rejet de la classe politique classique, dans un pays où le chômage endémique affecte près de 3,6 millions de personnes.

"Pour les jeunes, le FN apparaît comme une force de changement", note le politologue Jean-Daniel Lévy, de l'institut de sondages Harris Interactive, dont une enquête pointe que l'extrême droite a rallié un tiers des voix des moins de 25 ans.

Grand perdant, le PS a décidé de retirer ses candidats "dans les régions à risque Front national où la gauche ne devance pas la droite" pour "faire barrage républicain" à l'extrême droite. "Un suicide collectif", a brocardé la présidente du FN.

Les socialistes ont acté leur abandon dans le nord et le sud-est, pour contrer Marine Le Pen et sa nièce.

Mais le candidat PS dans l'est de la France a refusé de se plier à cette décision, au risque de favoriser une victoire de Florian Philippot.

A droite, l'ancien président Nicolas Sarkozy, chef des Républicains (LR), a rejeté "toute fusion et tout retrait" dans les régions susceptibles de basculer au FN. Son parti a avalisé hier cette stratégie, récusée en revanche par ses alliés centristes.

Dans la perspective de la présidentielle, le succès de l'extrême droite est un coup dur pour M. Sarkozy, qui comptait tirer profit d'une victoire des Républicains aux régionales pour la primaire à droite prévue fin 2016.

Hors de la classe politique, un appel à "voter massivement" contre le FN a également émané hier des représentants de la communauté juive française.

L'Afrique en bref

• Afrique du Sud/Justice. Comparation pour Pistorius



Photo : AFP

Le champion paralympique sud-africain Oscar Pistorius, condamné en appel pour le meurtre de sa petite amie, comparaitra mardi devant la justice pour demander sa mise en liberté sous caution. Pistorius, actuellement assigné en résidence surveillée chez son oncle, doit théoriquement retourner en prison après la requalification en appel jeudi de son crime en meurtre, passible d'au moins 15 ans de prison.

• Rwanda/Constitution. Kagame répond à la communauté internationale

Le président rwandais Paul Kagame a reproché dimanche à Kigali à la communauté internationale de s'immiscer dans les affaires rwandaises en critiquant une récente révision constitutionnelle qui lui permettra notamment de briguer un nouveau mandat en 2017.

• Tanzanie/Politique. Limogés pour corruption

Le nouveau président tanzanien John Magufuli a limogé hier un haut responsable du ministère des Transports et plusieurs membres de l'Autorité portuaire, faisant une nouvelle démonstration de sa volonté de lutter contre la corruption.

A travers le monde

• Arménie/Référendum. Oui à la réforme constitutionnelle !

Les Arméniens ont majoritairement voté dimanche en faveur d'une réforme constitutionnelle devant transformer le pays en république parlementaire mais dénoncée par l'opposition comme une manœuvre du président Serge Sarkissian pour rester au pouvoir, selon les résultats publiés hier.

• Etats-Unis/Justice. La police de Chicago sous enquête après une bavure retentissante

La ministre américaine de la Justice a annoncé hier l'ouverture d'une vaste enquête sur la police de Chicago, après le retentissant scandale causé par la mort d'un adolescent noir, abattu de 16 balles par un policier blanc.

• Venezuela/Législatives. Victoire historique de l'opposition



Photo : AFP

L'opposition vénézuélienne célébrait hier sa majorité parlementaire, remportée pour la première fois en 16 ans, dans un scrutin marqué par l'exaspération populaire face à la crise économique ayant vidé les supermarchés de ce pays pétrolier.

Burkina Faso/Enquête sur la mort de Thomas Sankara

Le général putschiste Diendéré inculpé " d'assassinat "

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

Un chef d'inculpation qui s'ajoute à celui de crime contre l'humanité dans le cadre de l'enquête sur le putsch raté du 17 septembre.

LE général Gilbert Diendéré, auteur du putsch raté du 17 septembre au Burkina Faso et emprisonné depuis le 1er octobre, a été inculpé d'"assassinat" dans le dossier de la mort du président Thomas Sankara en 1987, a appris l'AFP auprès du parquet militaire hier.

"Le général Diendéré a été inculpé le 12 novembre dans le dossier Sankara des chefs d'inculpation suivants : attentat, assassinat et recel de cadavre",



Photo : AFP

Déjà inculpé pour de multiples chefs, le général Gilbert Diendéré devrait aussi répondre de celui pour assassinat dans le cadre de l'enquête sur la mort de l'ancien président Thomas Sankara.

a affirmé un membre du par-

quet.

L'enquête sur la mort de Sankara a été ouverte fin mars 2015 cinq mois après le renversement de Blaise Compaoré, chassé du pouvoir par la rue après deux journées d'insurrection populaire fin octobre 2014. Le sujet de la mort de Sankara, devenu une icône en Afrique, était tabou sous ses 27 ans de régime.

Le général Diendéré, ancien bras droit de Compaoré, était le chef du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), qui a tenté de mettre fin au régime de Transition issue de l'insurrection et du départ de Compaoré. Plusieurs de ses anciens membres avaient déjà été inculpés dans le cadre de l'enquête sur la mort de Sankara.

Surnommé le "Che Africain", le capitaine Sankara a été tué, après quatre années au pouvoir, le 15 octobre 1987 lors

d'un putsch qui a porté son compagnon d'armes Blaise Compaoré au pouvoir et qui a été soupçonné d'avoir commandité le meurtre. Douze autres personnes avaient été tués en même temps que l'ancien président.

Cette enquête, dont les résultats étaient très attendus, vise à lever le voile sur le mystère entourant les circonstances de la mort de Thomas Sankara. Officiellement sous le régime Compaoré, Sankara était décédé "de mort naturelle", à 37 ans.

En réalité, selon plusieurs témoignages publiés, un commando a abattu le "père de la révolution" le jeudi 15 octobre 1987 au Conseil de l'Entente, siège du gouvernement en plein centre de Ouagadougou, alors qu'il était en tenue de sport rouge, le jeudi étant une journée de sport de masse obligatoire pendant la révolu-

tion.

Selon l'autopsie réalisée cette année après exhumation du corps fin mai, M. Sankara a été criblé de balles. "Le rapport des tests d'ADN" qui doivent confirmer qu'il s'agit bien du corps de Sankara, "est prêt mais n'a pas encore été transmis" au parquet, a indiqué le parquet.

Dans le cadre de l'enquête sur le putsch raté du 17 septembre, le général Diendéré est déjà inculpé de "crimes contre l'humanité". Amnesty internationale avait estimé que l'unité putschiste avait "fait preuve d'un mépris flagrant pour la vie humaine."

Que des soldats ouvrent le feu sur une foule de manifestants non armés, dont des enfants, avec des armes automatiques, est un flagrant usage excessif de la force qui constitue un crime de droit international", avait estimé Amnesty.